



# Pour l'empêcher d'arroser de milliards le patronat, Envoyer Vallser le gouvernement PS-Medef !

Tract édité par le comité NPA Saint-Étienne-du-Rouvray

avril 2014

En phase avec les milieux patronaux, les socialistes au pouvoir estiment qu'on ne peut pas combattre le chômage sans baisser le coût du travail pour les entreprises. Dans ce but, Ayrault avait déjà créé le Crédit Impôt Compétitivité Emploi : 20 milliards par an d'allègements de cotisations sociales pour les patrons.

Malgré l'énorme claque des élections municipales, Hollande et Valls surenchérissent avec le « Pacte de Responsabilité » : des milliards supplémentaires d'allègements sociaux et fiscaux aux entreprises. Etrange « Pacte » dans lequel l'Etat s'engage sur le montant du cadeau mais le patronat sur rien, surtout pas sur les créations d'emplois.

## Un immense transfert de richesse de notre poche vers celle des entreprises

Ces milliards de cadeaux aux patrons seront financés – ainsi en ont décidé Hollande et son gouvernement – par de nouveaux sacrifices demandés à la population, c'est-à-dire une austérité renforcée.

Il y avait déjà depuis janvier la hausse de la TVA, qui touche y compris les plus pauvres. Il y aura en plus une série de mesures pesant sur les salariés les plus modestes et les classes populaires en général: gel des prestations familiales (allocations familiales, aides au logement...); abandon momentané de la promesse d'une revalorisation de 10% du Rsa; gel des retraites, prolongation du gel du point d'indice des fonctionnaires ...

Une ponction sans précédent sur le pouvoir d'achat. La droite en rêvait, Hollande le fait. Au point que certains députés socialistes semblent s'en émouvoir. Mais sans pour autant remettre en cause la logique même du raisonnement ni l'objectif final.

## Des milieux patronaux qui en veulent encore plus

P. Gattaz, le patron du Medef voudrait un Smic Jeunes, vieille marotte patronale. Déjà en 1994, le gouvernement Balladur s'y était essayé. Provoquant une énorme mobilisation de la jeunesse qui l'avait obligé à reculer. En 2006 rebelote avec le « contrat première embauche (CPE) » qui aurait permis pendant une période

de deux ans le licenciement sans motif des jeunes concernés. Là encore, face aux millions de personnes dans les rues du pays contre ce CPE, et à une grève interprofessionnelle, le gouvernement avait dû renoncer. Alors même que la loi avait été déjà votée. Ce qui a été possible hier peut l'être aujourd'hui.

## Pour faire ravalier à Hollande et Valls leur plan d'austérité, construire d'urgence un plan de mobilisation générale

Le 12 avril dernier à Paris, des dizaines de milliers de manifestants venus de toute la France ont fait savoir au gouvernement leur refus de payer les cadeaux faits aux capitalistes. Mais on ne peut pas s'en arrêter là. Salarié-es ou privé-es d'emploi, jeunes ou retraité-es, nous sommes tous concerné-es par cette offensive sans précédent mise en œuvre depuis deux ans par Hollande et ses gouvernements. **Aucune direction syndicale ne doit accepter de négocier ou discuter ces reculs sociaux. Plus que jamais le soit disant « dialogue social » est une impasse totale.**

## Seule une mobilisation générale peut les obliger à renoncer à leurs projets.

D'où l'importance de réussir à donner un caractère exceptionnel aux manifestations du Premier Mai. Ce serait un tremplin pour commencer à faire monter la pression. Premier mai, grève des fonctionnaires le 15 mai : autant d'occasions de commencer à engager le bras de fer avec le gouvernement. Vers un « Tous Ensemble » dont l'objectif soit d'aller jusqu'au bout pour le faire capituler purement et simplement sur son programme d'austérité.

**A Rouen  
manifestation du 1er mai  
10h30 Cours Clémenceau**

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : [contact@npa76.org](mailto:contact@npa76.org)  
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**